

nouveaux marchés, les bailleurs de fonds canadiens répugneront toujours à obéir au slogan «Rachetons le Canada pour les Canadiens». Il faut une politique et des plans bien définis et bien précis et non pas une politique de rafistolage ni des mesures qui arrivent trop tard, comme en prend trop souvent le présent gouvernement. Nous devrions pouvoir analyser nos besoins en fait de crédit. Rien n'indique que le gouvernement essaie même de déterminer ces besoins, aux divers niveaux. Nous devrions pouvoir aussi étudier comment répondre le mieux à ces besoins.

Ce qui m'amène au rôle que pourrait jouer notre banque d'État, la Banque du Canada. Le ministre ne peut pas continuer encore longtemps à nier toute responsabilité à l'égard des mesures prises par la Banque du Canada. Il en est le principal actionnaire aux termes de la loi sur la Banque du Canada. Cette banque a été établie pour répondre aux besoins de la nation canadienne. L'autorité exécutive du pays ne peut pas ne pas être responsable de ce qu'elle fait ou néglige de faire non plus que de l'absence de mesures législatives appropriées en ce qui concerne la Banque du Canada.

La Banque du Canada joue un grand rôle dans la fixation des taux d'intérêt. Il est plus que temps qu'on ajoute à sa tâche d'émettre la monnaie celle de voir aux besoins de la nation en matière de crédit et aux opérations de crédit qui se font au Canada.

Dans tous ces domaines, les marchés sont vraiment nécessaires. Ils sont la solution. La solution au chômage, aux problèmes de l'agriculture, des affaires, de l'industrie, des placements et, soit dit en passant, à ceux d'un domaine très important: les recettes de nos gouvernements. Il nous faut activer le rythme de notre économie. La population pardonnera à un gouvernement de commettre des erreurs, mais elle ne lui pardonnera pas de rester passif, de ne formuler aucune ligne de conduite, de ne soumettre aucune proposition destinée à mettre en œuvre d'importantes mesures en ce moment.

C'est la première fois que le ministre admet à la Chambre que le gouvernement est responsable de la prospérité économique de la nation canadienne. Nous demandons maintenant qu'on nous montre les lignes de conduite qui prouvent qu'en réalité il reconnaît ses responsabilités. Où sont les débouchés? On peut les obtenir en majeure partie chez nous en donnant plus d'expansion au secteur de notre économie qui s'occupe de la publicité, en versant des pensions suffisantes aux fonctionnaires en retraite, en versant aux agriculteurs une tranche équitable du revenu national, en mettant au point, en collaboration avec les provinces, un programme national suffisant de salaires minimums, en modifiant les taux

d'impôt sur le revenu de manière à encourager la consommation, en traçant un programme global de sécurité sociale et, avant tout, par une politique de plein emploi.

La présence d'un demi-million de chômeurs dans une même année représente, pour l'économie canadienne, une perte d'un milliard et demi de dollars. Lorsqu'on nous demande où nous allons prendre l'argent nécessaire pour donner ce pouvoir d'achat accru aux Canadiens, nous signalons le lourd fardeau qu'impose ce demi-million de chômeurs à notre richesse nationale. Nous tournons les yeux vers les dépenses que nous estimons inutilement trop élevées du ministère de la Défense nationale, qui atteignent annuellement la somme d'un milliard et demi. Des marchés s'offrent à l'étranger et nous devons reconnaître que des blocs commerciaux croissent présentement en nombre et en qualité. Autant que possible, nous devons participer à ce nouveau mouvement et reconnaître également qu'un programme approprié d'aide internationale assure des débouchés.

Je sais que nos propositions sont peut-être hardies. La population canadienne ne veut pas de promesses électorales téméraires. Elle veut des promesses électorales, oui, mais elle désire également la présence d'un parti politique capable de lui indiquer quelles lignes de conduite s'imposent pour réaliser ces promesses. Nous n'avons pas les moyens, j'en suis sûr, de conserver un gouvernement tory plus longtemps au Canada. Si le présent gouvernement veut rester au pouvoir, s'il veut conserver la faveur du peuple canadien, il ne peut le faire qu'en appelant au peuple et en tenant immédiatement des élections nationales. Je propose donc, appuyé par l'honorable député de Timmins (M. Martin):

Que l'amendement soit modifié en y ajoutant ce qui suit:

«Puisque le gouvernement n'a pas adopté un programme financier qui aurait prévu

- (1) des taux d'intérêt moins élevés,
- (2) un accroissement des disponibilités monétaires, compatible avec une politique de plein emploi, et
- (3) une assistance au commerce d'exportation et aux industries indigènes, grâce aux mesures nécessaires pour réduire la prime sur le dollar canadien.»

M. l'Orateur: A moins qu'un député n'ait une question à soulever à l'égard du sous-amendement, je le soumettrai à la Chambre.

M. Richard A. Bell (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, il y a quatre semaines moins un jour que le ministre des Finances (M. Fleming) présentait si admirablement le budget supplémentaire des dépenses. Pendant ce temps-là les propositions contenues dans le budget ont été soumises à une analyse minutieuse, à un examen approfondi tant chez